



New York: des **policiers** boudent le maire *Page B 1*



Petit voyage dans l'enclave de **Montmorency**, le quartier oublié de Québec *Page A 4*

Retour sur les **petits et grands maux** qui ont affligé les partis fédéraux cette année *Page A 3*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CV N° 295

LE DEVOIR, LE LUNDI 29 DÉCEMBRE 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

AFGHANISTAN : L'OTAN PLIE BAGAGES



AREF KARIMI AGENCE FRANCE-PRESSE

La fin de la guerre, mais pas la fin des troubles. Tandis que la force de l'OTAN a fait ses adieux à l'Afghanistan dimanche, au cours d'une cérémonie marquant la fin de 13 ans de combats, les habitants de ce pays, toujours en proie à une insurrection violente, se préparaient pour l'hiver. Tout comme les affrontements, le chômage et la hausse rapide du coût de la vie laissent les Afghans vulnérables. *Page B 1*

AIRASIA

Nouveau drame dans l'aviation civile

L'Airbus A320 serait « au fond de la mer »

PHILIPPE ORFALI

Nouvel épisode de ce qui s'annonçait déjà comme l'*annus horribilis* de l'aviation civile internationale. Un Airbus A320 de la compagnie à bas coût AirAsia a disparu, samedi, entre l'Indonésie et Singapour, avec 162 personnes à son bord. Les recherches se poursuivaient dimanche soir. Mais l'espoir des premières heures avait déjà laissé place à la résignation.

Le vol QZ8501 s'ajoute aux vols MH370, MH17 et AH5017 qui se sont abîmés, tuant des centaines de personnes, au cours de l'année 2014.

Les recherches ont repris dès les premières lueurs de l'aube, vers 6 heures, heure locale, lundi (18 heures, heure normale de l'Est, dimanche) pour retrouver l'avion, disparu des écrans radars en pleine tempête au-dessus de la mer de Java, samedi soir, pendant qu'il effectuait un vol entre la ville indonésienne de Surabaya et Singapour.

L'avion d'AirAsia disparu est probablement « au fond de la mer », ont indiqué les autorités, quelques heures après la reprise des recherches. « Compte tenu des informations en notre possession et de l'évaluation selon laquelle le lieu supposé de l'écrasement est dans la mer, l'hypothèse est que l'avion est au fond de la mer. C'est une impression préliminaire, qui peut se développer avec les évaluations du résultat des recherches », a déclaré le chef de l'agence nationale indonésienne de recherches et secours, Bambang Soelisty, lors d'une conférence de presse.

Douze navires, cinq avions, trois hélicoptères et quelques navires de guerre participent aux

VOIR PAGE A 8 : AVION

AUJOURD'HUI



Société Les cartes-cadeaux, un cadeau pour les commerçants. Au moins 20% d'entre elles ne seront jamais utilisées. *Page B 3*

Sur la route 2015, année du TGV? En ces temps de compressions, les irréductibles partisans d'un axe Québec-Windsor espèrent encore leur train. *Page B 5*



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4

INCURSION ÉMIRATIE (1 DE 2)

Le destin croisé des trois Dubaï

JEAN-BENOÎT NADEAU à Dubaï

Dès qu'on débarque à Dubaï, on est envahi par un sentiment d'irréalité. C'est que l'ancien petit port perlier de 20 000 habitants, qui n'était qu'un vague protectorat britannique il y a 50 ans, est devenu un gros Las Vegas de la péninsule arabe, une ville ultramoderne de deux millions d'habitants, entre le désert et le golfe Persique, qui reçoit 12 millions de touristes par année.

Dubaï se veut la New York du Moyen-Orient — avec le plus haut gratte-ciel du monde, le plus gros centre commercial, le plus long métro automatisé et le plus gros centre de ski intérieur. Ici, les cupcakes coûtent 1000 dollars, les îles sont en forme de palmier ou de mappemonde et le plus grand festival s'appelle le Shopping Festival, qui attire trois millions de touristes qui débarquent à plein Airbus A380.

Pourtant, il n'y avait presque rien ici il y a 70 ans. Comment est-ce possible?

VOIR PAGE A 8 : DUBAÏ



KATSUHIKO TOKUNAGA/BREITLING/AGENCE FRANCE-PRESSE Des acrobates participent à un spectacle aérien au-dessus de l'émirat. En arrière-plan, le plus haut gratte-ciel du monde.

POINT CHAUD

Dire adieu à Lac-Mégantic

Le cœur lourd, le jeune curé de Lac-Mégantic se prépare à célébrer le Nouvel An avec ses paroissiens pour une toute dernière fois. À 36 ans, l'abbé Steve Lemay admet qu'il est totalement épuisé par les 18 derniers mois, au cours desquels il a accompagné les citoyens de la petite ville pour traverser un drame sans nom. Son départ, prévu le 1^{er} février, est, à ses yeux, aussi « déchirant » que « crucial ».

DAPHNÉE HACKER-B.

« C'est n'est pas un état de fuite. Je ne m'en vais pas en me disant que je tourne le dos [à Lac-Mégantic]. Mais, si je veux bien servir et servir longtemps, je dois prendre du repos », dit le curé de la paroisse Sainte-Agnès de Lac-Mégantic. Ce dernier prendra une période sabbatique de six mois, au bout de laquelle il ne reviendra pas à sa paroisse, mais en joindra plutôt une nouvelle.

En entrevue au *Devoir*, l'abbé Lemay a la voix émue. « Ce que nous avons vécu, ça dépasse toute mesure humaine. Comme prêtre, j'ai voulu tout donné. Tout. [...] Mais ce qu'une personne humaine peut déployer comme amour n'était pas suffisant devant l'ampleur du drame. J'ai dû m'en remettre à plus grand que moi, à Dieu, car, sinon, je m'écrasais », raconte-t-il. Le passage d'un train meurtrier, le 6 juillet 2013, qui a arraché la vie à 47 personnes et a incendié le cœur

VOIR PAGE A 8 : ADIEU

ACTUALITÉS

À cause de l'Ontario et de l'Alberta

Cadeau de fin d'année des journalistes du *Devoir*, la série *Instantanés* propose des textes de fiction inspirés par des photos d'archives du temps des Fêtes envoyées par des lecteurs à la rédaction. Aujourd'hui, un texte d'Amélie Gaudreau et un cliché de Daniel Larocque.

AMÉLIE GAUDREAU

Denis n'aimait pas l'Ontario ni l'Alberta, depuis qu'ils étaient dans sa vie.

L'Ontario, parce que c'est là que sa famille avait déménagé, juste au moment où il pouvait enfin aller jouer dans la ruelle avec les grands quand ils revenaient de l'école. Mais son père voulait travailler dans une «shoppe de belles machines» à Oshawa, une ville où personne ne le comprenait. Et il n'avait même plus de ruelle où s'aventurer.

L'Alberta, c'était sa petite sœur neuve, nommée ainsi en l'honneur d'une vieille tante décédée. Elle était venue au monde juste avant le départ pour l'Ontario et elle pleurait tout le temps. Sur-

tout la nuit, au moment où il devait faire un tour au petit coin. Une bénédiction, selon sa mère, qui avait eu bien du mal à rendre propre son grand Denis. «Trois ans et quelques, c'est pas mal vieux pour l'échapper dans tes culottes», lui avait déjà dit sa grand-mère, dont il s'ennuyait désormais, malgré ses becs en pincette.

On avait célébré son quatrième anniversaire quelques semaines après le déménagement à l'autre bout du monde.

Célébrer est un bien grand mot: ses parents lui avaient chanté «Happy Birthday», n'avaient invité aucun ami de Limoilou, et encore moins les petits voisins d'à côté qui, de toute façon, le regardaient toujours comme s'il était un «bébé-lala»... Mais sa sœur, elle, était bien là, hurlante comme d'habitude. L'Alberta pouvait bien retourner d'où elle venait, sûrement de chez les sauvages, comme disait sa grand-mère quand les enfants allaient se faire garder ailleurs parce qu'un bébé neuf arrivait. Il eut le malheur d'exprimer ce souhait assez fort pour que sa mère l'entende, après avoir soufflé sur les bougies de son gâteau...

Depuis ce jour, la moindre plainte de sa part lui méritait les réprimandes de sa maman, si gentille avant que l'envahissante prenne toute la place. Il fallait qu'il se taise dans un pays où, de toute façon, il ne se faisait comprendre de personne. Denis cherchait un moyen de redevenir le centre d'attention de la seule personne avec qui il pouvait parler, son père étant toujours à la «shoppe de belles machines» ou devant la télévision, qu'on avait le droit de regarder si on restait silencieux.

Le seul moyen d'obtenir un peu d'attention de sa mère, c'était de redevenir un bébé. Il lui était impossible de rapetisser et très difficile d'arrêter de parler ou de marcher. Il restait la culotte. Celle qu'il mouillait si souvent avant, quand Alberta n'était pas là pour l'avertir d'aller aux toilettes.

Il se mit donc à ignorer de toutes ses forces l'alarme naturelle que constituaient les



DANIEL LAROCQUE

Denis, le tricycle bleu et d'autres jouets qu'il n'avait pas espérés de la part du père Noël

pleurs d'Alberta et à se réveiller beaucoup plus tard, en larmes, quand son lit était bien trempé. Tellement qu'il n'entendait plus les crises nocturnes de sa sœur. Sa mère, patiente, ne le sermonnait pas. Mais après quelques semaines de ce régime de changement de draps et de pyjama à trois heures du matin, elle le mit au défi:

«Denis, t'es rendu pas mal grand. Assez grand même pour avoir un tricycle. Mais comme tu fais encore pipi au lit... Si tu redeviens propre la nuit, peut-être que le père Noël va être fin, pis qu'il va t'en laisser un en dessous du sapin.»

Un tricycle: le rêve. De quoi pavoiser devant les petits voisins incompréhensi-

bles, qui le regarderaient peut-être d'un autre œil...

Denis avait peur du gros monsieur en rouge, mais il voulait un tricycle, plus que tout, plus que la disparition d'Alberta. Il fallait donc réapprendre à se réveiller quand sa sœur hurlait en pleine nuit. Mais il n'y arrivait pas: ses oreilles étaient devenues insensibles aux plaintes albertaines, et ses fesses, elles, sentaient toujours un peu trop tard le liquide chaud qui envahissait son pyjama...

Le sapin fit son apparition dans la maison sans qu'il puisse inverser cette tendance.

La veille de Noël, sa grand-mère en visite le borda en lui rappelant qu'il n'avait plus beaucoup de temps pour

convaincre le père Noël qu'il était capable «de ne pas s'échapper». Il se réveilla quelques heures plus tard, trempé. Mais il retint ses larmes, enleva son pyjama, et attendit les premières lueurs du jour.

Il prit le temps de mettre ses souliers cloutés pour être sûr que le père Noël s'en irait très vite s'il était toujours dans la maison, puis descendit au salon, là où trônait le sapin. Et en dessous, un magnifique tricycle bleu, et d'autres jouets qu'il n'avait pas espérés! Le père Noël avait été vraiment gentil. Peut-être que lui non plus n'aimait pas trop l'Ontario ni l'Alberta...

Le Devoir

Un traversier est en flammes sur la mer Adriatique

Athènes — Au moins une personne est morte et deux autres ont été blessées en tentant de s'échapper d'un traversier en flammes qui transportait des centaines de personnes en mer Adriatique, a annoncé dimanche la garde côtière italienne. L'incendie s'est déclaré pendant que le bateau se trouvait dans les eaux grecques, menaçant les quelque 470 passagers et membres d'équipage, qui ont dû se réfugier sur le pont supérieur pour attendre les secours. Selon la ministre italienne de la Défense, 190 passagers ont été secourus jusqu'à maintenant. L'opération de sauvetage devait se poursuivre durant la nuit pour secourir les nombreux passagers toujours piégés dans le traversier.

Associated Press

Les brèches du remorqueur échoué ont été colmatées

Trois-Rivières — La récupération des hydrocarbures va bon train au port de Trois-Rivières, où un remorqueur a sombré vendredi. En entrevue avec La Presse canadienne dimanche, le porte-parole de la Garde côtière canadienne, Michel Plamondon, a expliqué qu'«il y a des plongeurs qui ont déjà réussi à boucher plusieurs évents, les endroits d'où le produit coule». Il a ajouté que, au total, «la récupération de 9,7 tonnes d'hydrocarbures purs a pu être effectuée», ce qui, selon lui, représente une «très, très bonne quantité». M. Plamondon a reconnu que, malgré ces améliorations, l'opération est loin d'être terminée, mais il n'était pas en mesure de dire combien de temps elle pourrait durer.

La Presse canadienne



Instantanés

Encore aller au musée?



caillou
est au Zoo!



DU 26 DÉCEMBRE AU 4 JANVIER

DHX

chouette

Importance



ZOOGRANBY
Y avez-vous pensé l'hiver?

Le Zoo l'hiver

Ouvert dès le
26 décembre 2014*

* Fermé le 1^{er} janvier

- Spectacle de cracheurs de feu
- Mascottes
- Amuseurs publics
- Labyrinthe géant
- Présentations des gardiens et des éducateurs
- Zone de jeux pour les enfants
- Des animaux dans la neige... ou bien au chaud à l'intérieur de nombreux pavillons!

Écologique, biologique et carboneutre
Complètement rénové en 2014

HÔTEL DU VIEUX-QUÉBEC

L'hôtel boutique
le mieux répertorié
dans le Vieux-Québec
vous invite à découvrir
le Tournebroche,
le nouveau restaurant du
Chef 5 diamants CAA/AAA
Stéphane Roth



Forfait - Resto/Hôtel
offrant jusqu'à
50% de rabais

hvq.com 418-692-1850 tournebroche.com



ACTUALITÉS

RELATIONS DE TRAVAIL

Un bilan sombre au Québec, malgré une baisse des conflits

Malgré une diminution du nombre des conflits de travail cette année, l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés trace un sombre bilan de 2014 en matière de relations de travail au Québec.

L'organisme se réjouit que seulement 53 conflits de travail, *lockouts* ou grèves aient été déclenchés, alors qu'il y en avait eu 75 en 2013.

Autre point positif: l'ordre note que les extravaillants de Walmart de Jonquière ont eu gain de cause cette année, la Cour suprême du Canada émettant un jugement défavorable envers la multinationale relativement à la fermeture, en 2005, de cette succursale. Le magasin avait été fermé en pleine négociation d'un premier contrat de travail avec les employés.

Mais, selon l'ordre, les *flops* ont été plus nombreux que les *tops* en 2014.

Parmi ceux-ci, l'organisme signale le « débordement » survenu à l'hôtel de ville de Montréal, en réaction au projet de loi 3 sur les régimes de retraite. Des travailleurs de la Ville avaient pris d'assaut la salle du conseil municipal et y avaient causé du vandalisme.

L'ordre souligne également que les relations entre la Ville de Québec et ses pompiers vont de mal en pis et précise que, après quatre années de conflit, les pompiers sont toujours sans contrat de travail.

Pour 2015, l'organisme s'attend à un vent favorable pour le secteur manufacturier et rappelle que les économistes prévoient une croissance pour cette industrie, qui a été éprouvée ces dernières années en ce qui a trait aux relations de travail.

L'ordre estime par ailleurs qu'il faudra surveiller les négociations dans le secteur public. Le 31 mars 2015 marquera la fin du contrat de travail des milliers d'employés de l'État. Avec le climat d'austérité et les demandes d'augmentation des syndicats que le gouvernement juge déraisonnables, il y a fort à parier que le printemps sera chaud, selon l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

La Presse canadienne

Ebola fait de l'ombre au problème de la malaria

MICHELLE FAUL

à Guéckédou

La lutte contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest a éclipsé la vaste campagne de prévention et de détection de la malaria — une maladie qui fait des ravages beaucoup plus importants dans la région.

A Guéckédou, en Guinée, près du village qui a assisté à la première éclosion du virus mortel il y a un an, les médecins ont dû arrêter de prélever du sang pour les tests de malaria, puisque le virus Ebola peut être transmis par les fluides corporels.

Selon le docteur Bernard Nahlen, directeur adjoint de l'Initiative présidentielle contre le paludisme aux États-Unis, l'annonce de la diminution de 40 % des cas de malaria n'est pas une bonne nouvelle.

15 000 Guinéens ont succombé à la malaria l'année dernière, contre 1600 des suites d'Ebola

for Life Africa. En comparaison, environ 1600 personnes sont mortes des suites d'Ebola en Guinée, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Or le nombre des victimes de la malaria pourrait s'avérer encore plus élevé. En Guinée, les données officielles sous-estiment le nombre des décès, puisque la moitié des 12 millions d'habitants n'ont pas accès aux soins de santé et ne sont donc pas inclus dans ces chiffres.

Selon Nets for Life, la malaria est la première cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans en Guinée. Pour les adultes, il s'agit de la maladie la plus meurtrière après le sida.

Les symptômes d'Ebola et de la malaria sont semblables et comprennent notamment de la fièvre, des maux de tête et des douleurs musculaires. Or certains centres de santé renvoient chez eux des patients qui présentent ces symptômes, parce qu'ils n'ont pas l'équipement requis pour traiter les cas d'Ebola.

Selon l'OMS, à Guéckédou, 24 % des personnes atteintes du virus Ebola étaient aussi infectées par la malaria. De plus, 33 % de ceux qui n'étaient pas déclarés positifs pour Ebola avaient attrapé la malaria.

Associated Press



Les chefs Thomas Mulcair (Nouveau Parti démocratique), Justin Trudeau (Parti libéral) et Stephen Harper (Parti conservateur)

Petits et grands maux des partis fédéraux

La politique ne se résume pas qu'aux débats sur les projets de loi déposés au Parlement ou aux orientations mises de l'avant par le gouvernement, loin s'en faut. C'est aussi beaucoup une affaire de vie partisane: des investitures déchirantes, du patronage un peu trop évident, d'anciens alliés sacrifiés au nom du parti ou de la cause. Chacun des quatre principaux partis a vécu son lot d'aventures et de chicanes en 2014. *Le Devoir* en propose un petit survol.

Parti conservateur: des boucs émissaires et des perdants

L'année 2014 a commencé pour le chef conservateur par un voyage en Israël. Jean Chrétien s'y était déjà rendu avant lui, mais c'était la première fois qu'un premier ministre visitait des lieux saints tels que le mur des Lamentations. Personne n'aurait osé voir dans cette visite un geste partisan pour se gagner le vote juif. Personne... sauf le conservateur Mark Adler. Le député a été entendu en train de supplier qu'on le laisse rejoindre M. Harper, parce que ce serait « la réélection. La photo à un million de dollars. »

2014 aura été l'année de la tombée en disgrâce de Dimitri Soudas. L'ancien homme de confiance de Stephen Harper, devenu le directeur exécutif du parti, a dû démissionner de son poste pour s'être un peu trop engagé dans la course à l'investiture dans Oakville-North Burlington, à laquelle participait sa conjointe, la députée Eve Adams. M^{me} Adams a quitté la course, tout comme son adversaire, et les rumeurs veulent maintenant que M. Soudas songe à s'y présenter lui-même!

Les investitures, surtout après un redécoupage électoral, sont toujours douloureuses et le député albertain Rob Anders l'a appris à ses dépens. Il en a perdu non pas une, mais deux, dans autant de circonscriptions. Il ne pourra donc pas se représenter en 2015. Une façon comme une autre pour les militants de se débarrasser d'un personnage controversé, qui avait notamment critiqué l'attribution de la citoyenneté honorifique au « terroriste » Nelson Mandela.

Le PC a aussi pris ses distances avec ses anciens amis devenus intouchables. Le jeune Michael Sona, le seul inculpé dans l'affaire des appels frauduleux logés en 2011, a échappé de neuf mois de prison, fait rare pour une infraction électorale. Le gouvernement a néanmoins porté en appel la sentence, jugée trop clémente... Les ex-sénateurs Mike Duffy et Patrick Brazeau doivent se sentir moins seuls, eux contre qui la GRC a déposé des accusations.

Enfin, l'ancienne candidate et conseillère de M. Harper, Myriam Taschereau, a été nommée juge de la citoyenneté à temps partiel, un poste rémunéré entre 465 \$ et 550 \$ par jour.

Hélène Buzzetti

Nouveau Parti démocratique: des chicanes partisans et des départs

Thomas Mulcair a eu du mal à causer de politiques en 2014 — vanter les siennes, critiquer celles du gouvernement. Le chef du NPD a plutôt été forcé de défendre ses « bureaux satellites » à Montréal et à Québec, où des employés étaient rémunérés par les ressources parlementaires du caucus. Le Bureau de la régie interne (BR) — qui surveille à huis clos les dépenses des députés — a accusé le NPD d'avoir « contrevenu » aux règles et l'a sommé de rembourser les salaires de la douzaine d'employés depuis 2011. La facture n'a pas été précisée. Furieux, M. Mulcair s'est tourné vers la Cour fédérale pour faire invalider ce blâme du BR.

Ce n'était d'ailleurs pas le premier différend du NPD avec le comité, qui lui a en outre reproché d'avoir distribué 1,8 million de dépliants partisans en les insérant dans des enveloppes préaffranchies de la Chambre. Remboursement réclamé: 1,17 million (1,13 million à Postes Ca-

nada). Le NPD conteste aussi cette décision en Cour fédérale.

L'automne a ensuite été secoué par les allégations de harcèlement formulées par deux députées du NPD contre deux élus libéraux. Après s'être confiée à une série de journalistes, l'une des victimes s'est à nouveau terrée dans le mutisme et a refusé, comme sa collègue, de participer à une enquête des Communes. Martelant vouloir respecter le souhait d'anonymat de ses députées, M. Mulcair a vertement critiqué Justin Trudeau d'avoir ébruité l'affaire en suspendant ses députés.

M. Mulcair a enfin eu à encaisser le départ de quatre députés cette année (huit depuis son arrivée à la chefferie). Olivia Chow a brigué — sans succès — la mairie de Toronto, Jean-François Larose a cofondé le parti Forces et Démocratie, tandis que Glenn Thibeault a rejoint... le Parti libéral de l'Ontario. Sana Hassainia s'est déclarée indépendante en critiquant le chef et sa position jugée trop pro-israélienne. La Québécoise Manon Perreault a par ailleurs été expulsée du caucus après avoir été accusée de méfait.

Le NPD a en revanche recruté l'ex-bloquiste Maria Mourani, qui est devenue membre du parti et pourrait se porter candidate.

Marie Vastel

Parti libéral: une ouverture coûteuse

C'est une promesse que le chef libéral Justin Trudeau regrette peut-être d'avoir faite. Celle de permettre la tenue de courses à l'investiture totalement ouvertes. Comprendre par là: sans influence des organisateurs du parti.

Trinity-Spadina faisait saliver bien des libéraux, après le départ de la néodémocrate Olivia Chow pour la mairie torontoise. En particulier Christine Innes, qui y avait tenté sa chance auparavant. Mais voilà que, en prévision du redécoupage de la carte électorale, le parti lui a demandé de s'engager à ne pas se présenter contre une députée sortante lors des élections générales suivantes. M^{me} Innes a refusé. Et, après s'être fait accuser d'intimidation, la candidate éconduite a logé une poursuite judiciaire de 1,5 million de dollars. Consolation: Adam Vaughan, qui avait finalement raflé l'investiture, a aussi repris au NPD le siège lors de la partielle.

Dans Ottawa-Orléans, un ancien aspirant à la chefferie, David Bertschi, menace d'une poursuite de 50 000 \$ le parti qui l'a empêché de se présenter à l'investiture — au motif qu'il traîne encore une dette de leadership — contre le général à la retraite Andrew Leslie. A Hull-Aylmer, l'ancien député Marcel Proulx a désavoué le choix de Greg Fergus, un attaché du parti, au détriment de l'ancien maire de Gatineau, Yves Ducharme. La course avait été avancée de plusieurs semaines, ce qui a pris M. Ducharme au dépourvu.

Justin Trudeau a par ailleurs entamé 2014 par un coup d'éclat, alors qu'il met à la porte de son caucus, sans préavis, ses 32 sénateurs. La chose a été tournée en dérision quand les exclus ont choisi de continuer à s'appeler « libéraux » et même d'assister au congrès du parti.

Largués, les députés Massimo Pacetti et Scott Andrews l'ont été eux aussi, sur la foi d'allégations de harcèlement sexuel. Justin Trudeau attend maintenant le rapport d'une avo-

cate-experte pour déterminer si les deux hommes pourront réintégrer l'équipe.

Enfin, le chef aura été traité de « bozo » par son propre député John McKay, après avoir décrété que tous ses candidats n'auraient d'autre choix à l'avenir que de défendre des positions pro-choix.

H. B.

Bloc québécois: un nouveau ton qui mène à l'implosion

Les bloquistes se réjouissaient de voir leur course à la chefferie ramener le parti à l'avant-plan, après la démission-surprise de Daniel Paillé, fin 2013. Mais, le moment du choix venu, en juin, l'élection de Mario Beaulieu a presque instantanément déchiré les forces souverainistes. L'ancien chef, Gilles Duceppe, n'a pas digéré d'entendre le nouveau venu proclamer que « le temps de l'attente et du défaitisme est terminé ». Son indignation a rapidement été partagée par plusieurs militants et anciens députés qui ont carrément claqué la porte de leur parti. Tout comme deux des quatre députés de la formation.

André Bellavance — arrivé derrière M. Beaulieu dans la course — siège depuis comme député indépendant et ne briguera pas une nouvelle élection. Jean-François Fortin, qui avait renoncé à la chefferie pour se ranger derrière M. Bellavance, a rapidement quitté le parti lui aussi. Tous deux en avaient contre le virage adopté par leur nouveau leader, qui voulait marteler souveraineté et seulement souveraineté.

La crise s'est calmée. D'anciens députés sont rentrés dans le rang, selon M. Beaulieu, qui insiste pour dire que les troupes vont bien et que le Bloc comptera un candidat dans toutes les circonscriptions du Québec. Le parti aurait toutefois, pour l'instant, été approché par de potentiels candidats dans seulement la moitié des circonscriptions. M. Beaulieu ne pourra compter sur le retour que d'un seul député sortant, Louis Plamondon. L'unique autre élu du parti, Claude Patry — qui avait quitté le NPD pour se joindre au Bloc en 2013 — ne tentera pas de nouveau sa chance.

M. Beaulieu compte par ailleurs un nouveau rival sur l'échiquier électoral, l'ex-député Jean-François Fortin ayant fondé sa propre formation politique, Forces et Démocratie. M. Fortin courtise les régions en martelant que les partis existants ont perdu de vue leurs électeurs. Lui, il promet de leur redonner la parole et de défendre leurs intérêts régionaux. M. Beaulieu ne se formalise pas de ce nouveau venu, même s'il fait de l'œil à son propre électoral, et le Bloc a dans sa mire, pour 2015, les nationalistes qui avaient donné leur chance au NPD en 2011.

M. V.

Le Devoir



Mario Beaulieu, chef du Bloc québécois

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

ACTUALITÉS



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Une famille traverse l'avenue Ruel sous le viaduc de l'autoroute Félix-Leclerc, dans le quartier Montmorency. L'avenue Ruel était auparavant une artère prospère aux innombrables commerces.

Montmorency, le quartier oublié de Québec

L'un des quartiers les plus charmants de la capitale demeure méconnu de la plupart des résidents de la région. Victime d'une urbanisation mal planifiée, Montmorency est à la croisée des chemins. Petit voyage dans un village au cœur de la ville. Au carrefour de la nostalgie et d'un possible renouveau.

ISABELLE PORTER
à Québec

« C'est comme une terra incognita. Les gens ne viennent pas ici. C'est pour ça que c'est oublié, alors que c'est un beau quartier à découvrir. » Dans la jeune cinquantaine, Marc-André Careau a passé sa vie dans Montmorency. Actif dans le conseil de quartier et différents organismes, il en connaît tous les secrets et petites histoires.

« Je me sens chez nous ici. Comme dirait Arthur Rimbaud, quand je me promène ici, j'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans. »

Le quartier a beau se trouver en plein cœur de la ville, à Beauport, les gens ne le connaissent pas parce qu'il est enclavé. Il se trouve juste avant les chutes Montmorency, le long de la falaise. Après l'ancienne cimenterie, derrière l'autoroute qui longe le fleuve.

Quand M. Careau était petit, Montmorency était une ville à part entière. Elle s'était développée au début des années 1900 pour loger les employés de Dominion Textile, près des chutes. Or la construction du boulevard Saint-Anne puis de l'autoroute le long du fleuve l'a progressivement coupée du reste de la ville. Dès lors, à moins de vouloir s'y rendre, on ne passe jamais par là.

Son architecture un peu vieillotte rappelle celle du Cap-Blanc, avec en prime quelques incongruités, comme cette vieille coopérative aux allures de chalet suisse et ses rues perpendiculaires au fleuve, si étroites qu'on ne peut y faire passer une voiture que si les

portes sont fermées...

Le charme est là, mais la vitalité, moins. « Il n'y a plus de services, ce n'est plus intéressant de venir ici, explique M. Careau. Dans les années 1970, il y avait 6000 personnes qui vivaient ici. Là, on est rendu à 1200. »

Le seul autobus à s'y rendre passe aux demi-heures, autant dire jamais en dehors des heures de pointe. Il n'y a même pas un restaurant ou un café où donner rendez-vous à quelqu'un. Heureusement, une petite épicerie a subsisté.

Et les statistiques ont de quoi inquiéter. Le revenu moyen dans Montmorency est de moins de 20 000\$, ce qui en fait l'un des plus bas de l'agglomération. Le taux moyen d'effort au logement atteint des niveaux records (38%), alors que les appartements y sont beaucoup moins chers qu'ailleurs. Chez les 65 ans ou plus, à peine un résident sur cinq a son diplôme d'études secondaires. La population du quartier vieillit. A tel point que les mauvaises langues l'appellent « Mémèrency ».

Un milieu mobilisé

Ces données proviennent d'un diagnostic réalisé en 2010, et, depuis, le milieu communautaire s'est mobilisé et de beaux petits projets ont commencé à pousser. Comme le jardin communautaire près de chez M. Careau ou encore les initiatives de Brigitte Landry, intervenante au CLSC.

En juin dernier, elle a créé un club de marche pour les aînés du secteur. Tous les mardis à 9 heures, ils se réunissent à un coin de rue pour traverser le quartier en groupe. Marie-Diane fait partie des habitués. Elle dit que Montmorency, « c'est la plus belle place qu'il y a pas ».

« J'ai élevé mes enfants là », explique-t-elle en pointant un des immeubles de l'avenue Ruel, l'équivalent de la rue principale qui longe la falaise. « À côté, il y avait M^{me} Bédard, il y avait de la vie. Les seuls qui restent maintenant sont centenaires. » Pour elle, le club de marche, c'est une « petite étincelle d'allumée ». « Ça vient montrer qu'il reste de la vie. »

Le quartier porte en lui un pa-

radoxe. Les vieux du coin se désolent de le voir dépérir, mais beaucoup se méfient en même temps des nouveaux arrivants. Ils ont peur de sortir, s'isolent. Le milieu communautaire essaie donc de les faire participer le plus possible à sa relance.

En avant du groupe de marcheurs, un couple se tient par la main. Michel, 68 ans, et Sylvie, 57 ans, se sont rencontrés au club de marche et, pour la première fois cette année, ils passent Noël ensemble. « Moi, j'avais perdu mon épouse depuis un bout, puis elle, elle avait perdu son chum depuis trois ans, raconte Michel, pendant que Sylvie rit d'un air malcommode. Si vous racontez ça dans l'article, peut-être que le monde va être motivé de venir marcher! »

Passé le viaduc, le petit groupe traverse l'ancien terrain de ciment Saint-Laurent. Un promoteur se prépare à y développer un nouveau quartier de condominiums du nom de « Beauport sur le fleuve ». Certains, comme Marc-André Careau, craignent la gentrification, mais, chose certaine, Montmorency est appelé à changer.

D'ailleurs, après 40 ans d'attente, la Ville s'est finalement décidée à réparer l'avenue Ruel l'été prochain. On parle aussi d'élargir les trottoirs, de reverdir.

La conseillère municipale Julie Lemieux a différents projets dans sa besace. Elle souhaite créer un point de service de la bibliothèque dans l'ancienne église. Elle ajoute que le Réseau de transport de la capitale (RTC) envisage de créer un Parc-O-bus près du nouveau quartier, sur les terrains voisins de l'ancienne cimenterie.

Pour elle aussi, Montmorency a été une belle découverte quand elle s'est lancée en politique et s'est portée candidate dans le secteur. « C'est un quartier qui a une âme, une architecture particulière, une histoire. » Ne reste plus qu'à en imaginer la suite...

Le Devoir

D Voir aussi : La série de photos de Renaud Philippe sur ledevoir.com



Instantanés

30 journalistes inspirés par 30 photos envoyées par des lecteurs. 20 textes inédits.

1,99\$ En vente au cours des prochains jours dans l'App Store

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

Télécharger dans l'App Store

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

Chers abonnés, chers lecteurs, Veuillez prendre note de l'horaire du service à la clientèle pour le temps des fêtes :

31 décembre : 7 h 30 à midi

1-2 Janvier : FERMÉ

Sinon, le service sera ouvert comme à l'habitude du lundi au vendredi entre 7 h 30 et 16 h 30.

JOYEUSES FÊTES À TOUS ! 1 800 463-7559



ACTUALITÉS

Frédéric Dion en quête d'un autre record dans l'Antarctique

L'aventurier québécois Frédéric Dion, qui vient de réaliser deux exploits dans l'Antarctique, s'attelle maintenant à inscrire un autre record. Après avoir atteint le «pôle Sud d'inaccessibilité» et le «pôle Sud géographique» en solitaire, soit plus de 3000 km en skis, tiré par un cerf-volant, il repart pour traverser l'Antarctique par son centre. Le Tri-fluvien se donne moins de 15 jours pour effectuer les 1130 km supplémentaires. S'il réussit à compléter la traversée intégrale du continent aussi rapidement, ce serait une première mondiale. Frédéric Dion n'a mis que 46 jours pour réaliser ses deux premiers exploits. L'homme de 37 ans se dit en pleine forme pour poursuivre son expédition.

La Presse canadienne

La neige et le froid recouvrent plusieurs régions de l'Europe

Londres — Des automobilistes ont été coincés et des maisons privées d'électricité en Grande-Bretagne samedi, alors que des températures sous le point de congélation et de la neige ont balayé des parties de l'Europe. La neige a recouvert des parties de la Suisse et du sud-ouest de l'Allemagne. Jusqu'à 40 centimètres de neige étaient encore attendus dans le massif de la Forêt-Noire. En Grande-Bretagne, des automobilistes ont été forcés d'abandonner leur voiture ou y ont été coincés durant des heures après s'être embourbés. Des dizaines de personnes qui faisaient le trajet entre Sheffield et Londres ont passé la nuit dans une église, après que leur autocar s'est immobilisé dans la neige. Dans le nord de l'Angleterre, 11 centimètres de neige sont tombés.

Associated Press

Inondations monstres en Malaisie

Kuala Lumpur — Les pires inondations que la Malaisie a connues depuis des décennies ont fait cinq morts et déplacé plus de 100 000 personnes. Les autorités ont évacué de nombreuses villes dans cinq États ayant été inondés à la suite de pluies torrentielles d'une force inhabituelle. Plus de 105 000 personnes se sont mises à l'abri dans des écoles, des salles communautaires et d'autres centres d'accueil. Le premier ministre, Najib Razak, a mis fin à ses vacances à Hawaï pour aider son peuple. Il avait été fortement critiqué pour ces vacances, où il a été aperçu en train de jouer au golf avec le président Barack Obama.

Associated Press

De cellules de peau à spermatozoïdes et ovules

Des scientifiques font un pas en direction de la création en laboratoire de cellules reproductrices

PAULINE GRAVEL

L'exploit avait déjà été réalisé chez la souris, mais tous les chercheurs qui l'avaient tenté avec des cellules humaines avaient échoué jusqu'ici. Cette fois, des scientifiques de l'Institut Weizmann des sciences en Israël et de l'Université de Cambridge au Royaume-Uni y sont parvenus: ils ont réussi à créer en laboratoire des cellules germinales primordiales, ces cellules embryonnaires qui sont destinées à devenir des spermatozoïdes et des ovules, à partir de cellules de peau humaines. Leur prouesse pourrait permettre un jour à des femmes qui ont subi une chimiothérapie ayant détruit leurs ovules ou qui sont victimes d'une ménopause précoce de concevoir un enfant.

Les cellules germinales primordiales apparaissent au cours des premières semaines suivant la fertilisation de l'ovule par le spermatozoïde, au cœur de la boule de cellules, appelée «blastocyste», qui constitue le premier stade du développement embryonnaire. Ces cellules primordiales se transforment ensuite en cellules précurseurs de gamètes, lesquelles deviendront, en temps voulu, des spermatozoïdes ou des ovules.

Dans un premier temps, les chercheurs ont converti des cellules adultes d'épiderme humain en cellules souches pluripotentes induites (*induced pluripotent stem cell* ou IPS), selon la méthode mise au point en 2006 par le Japonais Shinya Yamanaka — pour laquelle il a reçu le prix Nobel en 2012 — et qui consiste à réactiver dans les cellules de peau quatre gènes associés à la pluripotence. Les IPS ainsi obtenues possèdent les mêmes propriétés que les cellules souches embryonnaires humaines: elles prolifèrent à l'infini et peuvent se différencier en tous les types de cellules que contient un organisme.

En 2012, les chercheurs japonais avaient réussi à induire en éprouvette la transformation d'IPS de souris en cellules germinales primordiales, qui, une fois introduites dans les testicules et les ovaires de souris, s'étaient développées en gamètes tout à fait fonctionnels. Toutefois, personne n'était encore parvenu à reproduire cette expérience avec des cellules humaines car, comme l'ont découvert les chercheurs, le développement embryonnaire de la souris ne se déploie pas exactement comme celui de l'humain. Par exemple, les cellules embryonnaires d'une souris peuvent conserver leur pluripotence en laboratoire très longtemps, alors que les IPS humaines, qui résultent d'une reprogrammation génétique, ont forte-



JEFF PACHOUD AGENCE FRANCE-PRESSE

Des scientifiques ont réussi à créer en laboratoire des cellules germinales primordiales.

ment tendance à se différencier. Pour réfréner cette tendance, Jacob Hanna, de l'Institut Weizmann des sciences, a conçu une technique permettant d'atténuer l'expression du circuit génétique qui met en branle la différenciation des IPS en cellules spécialisées. Le chercheur a ainsi réussi à rajeunir un peu plus les IPS, c'est-à-dire à les rendre encore plus semblables aux cellules embryonnaires humaines originales, dont les potentialités sont encore plus grandes.

Des obstacles à surmonter

Avec ces IPS humaines ayant subi une cure de jouvence, les chercheurs ont finalement réussi à induire la formation de cellules germinales primordiales identiques à celles présentes naturellement chez l'humain.

Dans leur article publié ces derniers jours dans la revue *Cell*, les chercheurs préviennent toutefois que les cellules germinales primordiales ne représentent que le premier pas vers la création de spermatozoïdes et d'ovules humains et qu'il reste de nombreux obstacles à

surmonter. Notamment, les cellules doivent apprendre l'astuce leur permettant de diviser leur ADN en deux, afin de devenir des cellules reproductrices viables.

Néanmoins, les scientifiques ont appris des informations cruciales sur les gènes qui incitent une cellule souche à se différencier en cellule germinale primordiale. Ils ont notamment découvert que le gène SOX17 joue un rôle essentiel dans cette transformation, alors qu'il exerce une tout autre fonction chez la souris. Pour les chercheurs, cette différence entre l'humain et la souris n'en est peut-être qu'une parmi plusieurs autres.

Mais, grâce à cette avancée, les chercheurs pourront étudier le processus de différenciation au niveau moléculaire, afin d'identifier les facteurs qui favorisent la transformation des IPS en cellules germinales primordiales. Ces informations permettront peut-être de résoudre certains problèmes d'infertilité.

Le Devoir

MIRACLE
D'APRÈS-NOËL

JUSQU'À

70%

SUR LE TARIF DE BASE

Réservez d'ici le 30 décembre

porter
raffinée sur toute la ligne



HALIFAX

MONCTON

MONT-TREMBLANT

MONTRÉAL

OTTAWA

QUÉBEC

SAULT STE. MARIE

STEPHENVILLE

ST. JOHN'S

SUDBURY

THUNDER BAY

TIMMINS

TORONTO

WINDSOR

BOSTON

BURLINGTON, VT

CHICAGO

MYRTLE BEACH

NEW YORK

WASHINGTON

flyporter.com

Nouvelles réservations seulement. Réservez d'ici 23 h 59 HE le 30 décembre 2014. Voyagez d'ici le 1^{er} avril 2015. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Le rabais ne s'applique pas du 18 au 24 et du 26 au 30 décembre 2014, du 2 au 7 janvier 2015 ni les 13 et 16 février 2015. Le rabais s'applique au tarif de base, avant frais, taxes et surcharges. Le rabais ne s'applique pas aux itinéraires qui comprennent un vol d'une ligne aérienne partenaire. Les tarifs sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième et des frais pour bagages surdimensionnés ou en surplus) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaut.

ÉDITORIAL

MUNICIPALITÉS

La rébellion des maires

Le monde municipal mène depuis quatre ans une bataille pour obtenir de Québec la reconnaissance de la municipalité comme un gouvernement de plein droit démocratiquement élu. L'ouverture manifestée par le gouvernement Couillard pour accorder aux villes une plus grande autonomie pourrait s'être refermée à la suite de la rébellion des maires contre l'autorité de leur ministre.

De tout temps, le gouvernement du Québec a été réticent à considérer les municipalités comme une institution démocratique de plein droit. Constitutionnellement, elles ont une existence formelle, mais leurs pouvoirs sont subsidiaires à ceux du gouvernement provincial. Il s'agit d'une délégation de pouvoirs encadrée par des lois qui peuvent être révoquées et modifiées.

Si elles étaient des personnes physiques, on dirait des municipalités qu'elles sont des personnes mineures soumises à l'autorité parentale, à laquelle seules quelques têtes fortes ont pu échapper. Deux exemples. Le maire Jean Drapeau avait su obtenir le respect des gouvernements supérieurs grâce à sa popularité personnelle. Le maire Gilles Vaillancourt, qui était le « faiseur de roi » dans les quatre comtés provinciaux de Laval, accumulait ainsi l'indulgence de Québec.

Les temps ont changé. Les municipalités ne sont plus de simples administrations chargées de la gestion de services de base comme l'eau ou la voirie. Les élus locaux ont à prendre de plus en plus de décisions politiques à l'égard d'enjeux tels l'environnement ou l'itinérance, tandis que leurs collectivités attendent d'eux qu'ils aient une vision de leur avenir.

Les élus locaux supportent de moins en moins d'être considérés comme des mineurs. Ils ont entrepris en 2010 une démarche de réflexion collective sous l'égide de l'Union des municipalités. Un sommet a eu lieu en 2011 et un livre blanc, intitulé *L'avenir a un lieu*, a été présenté au gouvernement québécois. L'unanimité qui s'est faite autour de ce document était en soi un message que le gouvernement québécois ne pouvait pas ignorer. Le Parti libéral de Philippe Couillard s'était ainsi engagé, en campagne électorale, à négocier avec les municipalités un nouveau pacte fiscal, attendu en 2015.

Sérieux dans leur volonté, les maires le sont comme ils ne l'ont jamais été auparavant. On l'a vu lorsqu'ils ont refusé de plier l'échine devant le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, qui les menaçait de mettre en tutelle les villes qui avaient transféré aux citoyens, sous la forme d'une hausse de taxes, la part des compressions que le gouvernement Couillard leur avait refilée. Le ministre visait nommément les maires de Laval et de Longueuil, autour desquels tous leurs collègues se sont solidarisés.

On a prêté toutes sortes de motifs au ministre Moreau, dont celui de s'en prendre pour des raisons partisans à des maires proches du Parti québécois. Cela a très peu à voir. Sa réaction est typique d'un paternalisme habituel à Québec, qui ne peut accepter que les élus locaux détiennent une légitimité démocratique qui les rend responsables devant leurs concitoyens, dans la mesure où leurs décisions respectent leurs pouvoirs.

Les maires de Québec et de Montréal se sont tenus en marge de cet affrontement avec Pierre Moreau, car ils ont leur propre cahier de revendications. Régis Labeaume et Denis Coderre se sont alliés depuis un an pour obtenir ce qu'ils ont appelé, pour faire image, un statut de cité-État et montrer l'importance capitale qu'ont les villes dans le développement économique et l'aménagement du territoire.

Leur revendication est, à la base, la même que celle des autres municipalités, soit davantage de pouvoirs et, dans l'exécution de leurs responsabilités, davantage d'autonomie. Ce n'est pas là créer un État dans l'État. Il reviendra toujours à Québec d'harmoniser les politiques en matière d'aménagement du territoire. Sauf que, dans un esprit de partenariat, un respect commun doit exister. En se rebellant contre le récent diktat de leur ministre, les maires ont voulu simplement lui rappeler qu'il serait temps d'arriver au XXI^e siècle.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Une dimension spirituelle manquante

Le manque de respect généralisé, l'intégrité de plus en plus déficiente, le devoir de respecter ses engagements et sa parole donnée, la maîtrise de soi qui semble être devenue une exception à la règle, prendre le temps de réfléchir avant de parler, douceur, gentillesse, sympathie, ne sont que quelques-unes des règles bafouées qui aujourd'hui semblent faire partie d'une autre époque. La société craque de tous bords tous côtés, les jeunes sont perdus comme jamais, tout va à une vitesse effrénée où il n'y a pas de place pour la méditation et le retour sur sa vie. Les jeunes aujourd'hui sont abreuvés de connaissances comme jamais dans l'histoire de l'humanité, ont une intelligence nettement plus aiguisée, sans aucune comparaison possible avec ceux de ma génération, et, pourtant, jamais nous n'avons vu autant de détresse à tous les coins de rue. Jamais, dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons eu autant de spécialistes de toutes sortes (psychologues, travailleurs de rue, médicaments, etc.) pour aider les personnes en difficulté, les comprendre, jamais n'avons-nous été autant débordés par les problèmes psychologiques qui minent notre Québec.

En ce temps des Fêtes, il serait peut-être temps de comprendre que la dimension spi-

rituelle fait partie de la solution de l'humanité et qu'on ne peut y échapper sans une connexion avec l'Être suprême, sans un retour sur notre provenance. L'Être humain est condamné à s'étourdir et à se perdre dans des chemins sinueux qui, un jour ou l'autre, vont le rattraper, qu'il le veuille ou non. C'est un passage obligé: malheureusement et généralement, il faut frapper un mur pour comprendre cela. L'Être humain a une destinée finale, la dimension spirituelle amenant une paix intérieure qui ne s'achète pas mais qui, au contraire, s'approfondit dans le silence et la réflexion. S'obstiner à ne pas reconnaître ce fait nous enfonce dans une direction qui, loin d'être bonne pour nous collectivement, nous dirige vers le chaos et les déchirements. Plus on attend, plus le virage sera difficile à faire. La naissance et la résurrection du Christ ont une signification profonde et sont d'une importance capitale pour l'Être humain et son avenir. Peut-être serait-il temps de le redécouvrir pour notre plus grand bien à tous, sans exception.

Jean-Marc Girard
Jonquière, le 25 décembre 2014

Homéopathie: des excuses

Antoine Robitaille écrit, dans son éditorial du 17 décembre 2014, que bien des gens se sont réjouis (moi le premier) de

la condamnation de la reine de l'homéopathie, Michèle Boisvert, par l'Ordre des pharmaciens du Québec. Cette dernière a plaidé coupable à neuf entorses au code de déontologie de sa profession.

Certains professionnels, autres que des pharmaciens, sont en faveur de l'homéopathie. Quelques médecins, certains vétérinaires et également des conseillers en agriculture biologique, parmi lesquels quelques agronomes membres de l'Ordre des agronomes du Québec, croient aux vertus de ce genre de panacée. Il y a quelques années, j'avais, à titre d'agronome, dénoncé cette fabrication en affublant ces remèdes d'une efficacité semblable à celle de l'eau bénite, c'est-à-dire nulle. On ne peut tout de même pas parler d'effet placebo pour les vaches et les cochons qui avalent cette médecine.

À ma grande surprise, le syndicat de l'Ordre des agronomes m'a obligé à comparaître devant le comité de discipline et confronté au témoignage d'un agronome soi-disant experte en homéopathie. J'ai été condamné pour avoir enfreint le code de déontologie de ma profession.

Depuis ce temps, de l'eau a coulé sous les ponts et, à la lumière de la condamnation de M^{me} Boisvert, je m'attends à ce que mon ordre professionnel fasse amende honorable et me présente au moins ses excuses.

Bernard Chartier, agronome retraité
Le 17 décembre 2014

LIBRE OPINION

Enseignant cherche employeur pour réorienter sa carrière

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

Enseignant acharné de 5^e année

Lettre de motivation

Cher employeur potentiel, par la présente, je vous signifie mon désir de réorienter ma carrière.

Je suis jeune, dynamique, souriant, etc. Mon travail acharné des dernières années m'a amené à développer moult compétences, à raison de plus d'une cinquantaine d'heures par semaine (mon employeur actuel vous dirait sans doute que j'en fais 32, mais qui peut bien croire un ministre de nos jours?). Voici un bref résumé de ces compétences.

J'ai un grand sens de l'organisation: j'arrive à mener de front une planification tant annuelle qu'hebdomadaire, en plus de maximiser chaque minute de toutes mes journées de travail. Cette planification, modulable en tout temps, se déploie dans six disciplines et fait intervenir plus d'une centaine de personnes. « Logistique » est mon deuxième nom!

J'ai un bon niveau de maîtrise de notre chère langue maternelle, tant à l'oral qu'à l'écrit. Patiemment, dans une rétroaction éducative, je suis en mesure de reformuler diverses phrases comme: « Tu comptes-tu ça? », « ch'rais bin mieux chez nous d'avant à Wii » et autres atrocités du genre. Je suis aussi apte à réviser et annoter des dizaines de copies écrites dans un

français parfois plus qu'approximatif. Une vraie machine...

Je sais administrer un budget... Bien que je n'aie jamais été formé pour ça, je tiens à jour plusieurs budgets: matériel périssable, sorties éducatives, matériel pédagogique et les photocopies. Et oui, j'arrive à justifier et optimiser chaque « asti d'feuille » que j'imprime dans une année... Au fil des ans, mon employeur actuel a réussi à m'inculquer un genre de malaise lorsque je dois photocopier un truc. J'imagine que cette sensation est normale puisque, si je faisais mes copies au magasin du coin plutôt qu'au travail, ce serait moins cher. C'est la compagnie de sous-traitance en photocopies qui serait triste.

Mes qualités relationnelles sont indéniables. J'arrive à entretenir des relations harmonieuses avec un lot impressionnant de collègues surmenés, un patron débordé et régulièrement absent, plus d'une cinquantaine de parents aux attentes singulières et parfois irréalistes, deux entités patronales nébuleuses et près d'une trentaine d'enfants aux comportements, humeurs, besoins et prédispositions extrêmement variables. Et ce, avec le sourire.

J'arrive à travailler dans un milieu sale et poussiéreux sans rechigner. À titre d'exemple,

on a lavé les bureaux de ma classe une fois en quatre mois. Ici, je tiens à remercier les poux et les vers ronds (oxyurose) qui se sont pointés en gang et ont obligé les sous-traitants de l'entretien ménager à faire des heures supplémentaires, sans doute payées.

Mon leadership est exemplaire (une mère Teresa du « awaye donc »)! Quotidiennement, j'arrive à motiver près de 30 personnes à faire des trucs qu'ils n'ont pas envie de faire. J'arrive même à leur faire croire qu'ils aiment ça et que c'est important!

Ma capacité d'adaptation est phénoménale. Je travaille pour une direction qui travaille pour une commission scolaire qui, elle, est à la solde d'un ministère. Ces structures patronales girouettes ont la fâcheuse manie de changer leurs attentes et façons de faire de manière périodique. J'arrive, avec l'expérience, à avoir l'air de faire ce qu'ils attendent de moi avec succès.

Je possède un savoir-faire dans l'art du « débogage » informatique. Bien que mon employeur actuel nous dise d'un côté de la bouche qu'il veut préparer la classe de demain, il nous équipe d'un parc informatique d'avant-avant-avant-hier. J'arrive à faire fonctionner près d'une trentaine d'ordinateurs « de mardo » roulant sur des systèmes d'exploitation archaïques pendant quelques heures par

semaine. Je suis un vrai « wiz-geek-nerd-technophile »!

Je possède un entourage au soutien exemplaire. Autant ma blonde que mon garçon savent que je devrai parfois m'astreindre à faire des heures non comptabilisées durant les soirs et les fins de semaine. Même la gardienne (que je pourrai peut-être continuer de me permettre, avec un nouvel emploi) ne serait pas étonnée de me voir arriver en retard à cause du boulot!

Je vous demande donc de bien vouloir considérer ma candidature et vous réitère ma grande motivation à changer d'emploi dans les plus brefs délais. J'aimerais obtenir un travail pour lequel mes compétences professionnelles, développées avec l'obtention d'un baccalauréat de quatre longues années — et, dans mon cas, d'une interminable maîtrise en sciences de l'éducation — sauront être reconnues, valorisées et estimées. J'imagine qu'il ne vous viendrait pas à l'idée à vous, employeur potentiel, de m'offrir des conditions de travail allant en deçà du niveau d'inflation pour les cinq prochaines années et qu'un gel de salaire pour deux ans ne vous effleurait même pas l'esprit... « Tsé », le gros bon sens...

Pour des références, je vous invite à communiquer avec M. Yves Bolduc, ministre de la privatisation de l'Éducation, des Loisirs et du Sport. Je doute qu'il puisse vous répondre, tout affairé qu'il est à « massacrer » la classe de demain.

IDÉES

ANDRÉ MARIER, 1931-2014

Trois décennies au service de l'État

L'économiste qui joua un rôle-clé dans la création de la Caisse de dépôt et placement du Québec cachait un esprit espiègle et plein de ruses

DENIS VAUGEOIS

Historien, éditeur et ancien ministre dans le gouvernement Lévesque

D

isparu le 11 décembre, André Marier fut pour l'État québécois, pendant trois décennies, un serviteur de premier plan, discret autant qu'efficace. Au cours de la préparation du tome 5 d'*Histoire populaire du Québec* (Septentrion), dans lequel Jacques Lacoursière couvre la période allant de 1960 à 1970, nous avons interrogé

plusieurs acteurs et témoins de cette période. André Marier avait répondu généreusement à notre appel. Je le vois arriver à nos bureaux avec des piles de dossiers bien ordonnés sur toutes les grandes questions de l'époque. On les trouvera aujourd'hui aux Archives nationales du Québec; son fonds représente plus de huit mètres linéaires de documents écrits, accompagnés de centaines de photographies et de bandes audio et vidéo. C'est une source magistrale d'analyses et de réflexions sur les questions qui dominent l'actualité, depuis le secteur minier et le domaine pétrolier jusqu'aux problèmes d'aménagement urbain où ces devoirs de mémoire s'imposent dans des sociétés civilisées.

Né à Québec en 1932, diplômé en 1956 de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, l'économiste André Marier joint très tôt les rangs de la petite équipe qui entoure René Lévesque au ministère des Richesses naturelles. Avec son groupe de travail, il établit la nécessité d'intégrer à Hydro-Québec les compagnies d'électricité privées. Son argumentaire est largement diffusé, en particulier par le journaliste Paul Sauriol dans un essai retentissant publié en 1962 et préfacé par René Lévesque.

Un rôle-clé

À la même époque, André Marier participe également au comité chargé d'étudier la possibilité de transférer, d'une entreprise à l'autre, les régimes de retraite des salariés. Dans son programme électoral de 1960, le Parti libéral du Québec prévoyait l'établissement d'un tel fonds. La campagne en faveur de la nationalisation de l'électricité avait mobilisé toute l'attention, sauf celle de Marier, capable de mener de front plus d'un dossier. Ses réflexions sur la sécurité de la vieillesse l'amèneront à recommander la création de ce qui deviendra la Régie des rentes du Québec. L'étape suivante consiste à se demander qui sera le gestionnaire des fonds capitalisés. Les compagnies d'assurance et de fiduciaire



SOURCE TÉLÉ-QUÉBEC

Les réflexions d'André Marier sur la sécurité de la vieillesse l'amèneront à recommander la création de ce qui deviendra la Régie des rentes du Québec.

s'activent pour éviter le spectre d'une caisse d'État. En mars 1964, un plan circule, celui d'une Caisse de dépôt et placement. M. Lesage suit la question de très près. Les pressions sont fortes. André Marier lui-même rédigera le texte très fouillé qui constituera le devis de la Caisse, principal instrument financier de l'État et futur outil de développement économique du Québec.

À l'automne 1964, alors que les milieux financiers sont aux aguets et que des ententes ont été finalisées avec les autorités fédérales pour l'harmonisation d'un régime québécois avec celui du reste du Canada, André Marier part pour Paris en tant que stagiaire de l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de documentation (ASTED). Nous sommes au début de la coopération franco-québécoise et les relations entre la France et le Québec se font au plus haut niveau.

Sous des dehors très calmes, Marier cachait un esprit espiègle et plein de ruses. Patrick Hyndman, le conseiller économique de la délégation, l'avait accueilli pour un court stage d'à peine un mois. Tous deux partageaient les mêmes idées sur une éventuelle caisse de dépôt. Par expérience, Hyndman savait que les hommes politiques sont beaucoup plus disponibles quand ils sont à l'étranger. Hyndman, dont la mère était française, était un peu chez lui en France. Il connaissait tout le monde de la diplomatie et de la finance. Le mémoire de Marier sur une caisse québécoise rejoint ses idées. Il

l'introduit auprès des responsables de la Caisse des dépôts et consignations de France. Georges Plescoff, un adjoint du grand patron, François Bloch-Lainé, prend connaissance de la proposition de Marier, qui ne peut cacher les inquiétudes de son premier ministre: «*Ce que vous me dites est fort intéressant, fait Plescoff, on va le convaincre, votre premier ministre!*»

Il y a alors transition à la délégation générale de Paris, M. Jean Chapelaine, futur chef de mission, doit succéder à M. Charles Lussier au début de 1965. Hyndman a les coudees franches. Avec la complicité des services français du protocole, il fait organiser un déjeuner pour son premier ministre et suggère de doubler la largeur de la table pour favoriser les échanges entre voisins immédiats. Prescoff aura le premier ministre à sa merci.

Dans l'après-midi, Jean Lesage fait réunir les cadres de la délégation. «*Au cours de ce déjeuner, raconte Hyndman dans son journal personnel, on m'a convaincu de la pertinence de créer une caisse de dépôt et de placements à partir des fonds d'un régime universel de retraite. [...] Elle s'occupera de faire fructifier au mieux les cotisations des pensions au Québec. Elle aidera à financer les projets d'infrastructure et d'aménagement de notre territoire.*»

André Marier jubile. Mais il a aussi d'autres projets. Il profitera de sa mission pour poser les jalons de la SOQUEM et de la SOQUIP, pour l'exploitation minière et pétrolière. Les dernières hésitations de M. Lesage sont tombées. Le conseil des ministres prend les décisions appropriées. MM. Claude Morin, Jacques Parizeau et Claude Castonguay se mettent au travail. M. Bloch-Lainé n'est jamais très loin, raconte-t-on.

Le 15 juillet 1965, deux lois reçoivent la sanction royale, celle qui crée la Caisse et celle qui institue la Régie des rentes. «*C'était un jour triste de janvier 1966, rue McGill à Montréal, raconte le journaliste Mario Pelletier, [...] Claude Prieur, de son pas raide de militaire, arpentant d'un air pensif ce bureau vide qu'il vient de louer.*» Il contemple le stylo qu'il a pris par distraction sur le bureau du premier ministre, le seul actif de la Caisse, l'entreprise ambitieuse qu'on vient de lui confier. «*C'est ce qui s'appelle vraiment partir de zéro.*»

André Marier m'en voudrait certainement de ne pas souligner à quel point l'ouverture au monde, et en particulier la coopération avec la France, a soutenu cette détermination et cette fierté qui animaient les Québécois. Un seul dossier, comme celui de la Caisse, justifie amplement notre réseau de délégations à l'étranger. Et celui, plus discret et menacé, que tisse l'Association internationale des études québécoises...

Le MIT à la rescousse

JEAN-BENOÎT NADEAU



C'est un joli cadeau du temps des Fêtes qui nous arrive de Boston. Un groupe de chercheurs du Media Lab, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), vient de publier une étude sur le niveau d'influence des grandes langues internationales. Or le français se classe remarquablement bien.

Cette étude, qui compile des données issues de l'UNESCO, Twitter et Wikipédia, part de l'idée que l'influence d'une langue n'est pas seulement affaire de démographie ou de richesse, mais aussi de connectivité. Que le français soit parlé par 274 millions de personnes dans le monde, c'est déjà très bien. Mais son implantation dans les réseaux de traduction et de communication est tout aussi cruciale.

Les résultats du MIT sont d'autant plus intéressants qu'ils mesurent l'activité des locuteurs les plus influents de chaque langue: ceux qui publient et sont implantés dans les réseaux et qui communiquent dans plusieurs langues. Entre la dinde de Noël et la dinde du jour de l'An, je vous épargne les formules mathématiques en vous recommandant de consulter les tableaux interactifs.

Pour Twitter, par exemple, le Media Lab a échantillonné un milliard de micromessages entre le 6 décembre 2011 et le 13 février 2012. Ils ont identifié 550 millions de messages dans 73 langues définissables, émanant de 17 millions d'utilisateurs multilingues. C'est donc la centralité d'une langue qu'ils mesurent et par là ses interconnexions avec d'autres, c'est-à-dire la densité des canaux entre cette langue et d'autres langues.

«*Twitter était un point de départ intéressant, mais on ne pouvait pas conclure grand-chose à partir de ce seul*» média, dit Shahar Ronen, l'un des principaux auteurs de cette étude, actuellement analyste chez MSN à Seattle, mais que j'ai joint à Haïfa, en Israël.

L'échantillon de Twitter comportait peu de langues, seulement 73. Mais sa principale faiblesse tenait au fait que la notion de centralité est seulement supposée sur la base du multilinguisme des usagers. Il en ressort que le malais et le tagalog se classent très haut, 2^e et 5^e, parce que leurs locuteurs sont des utilisateurs frénétiques de cette technologie et que leur usage est multilingue — presque 100% chez les Philippins. Et puis, l'échantillon de Twitter s'étale sur une très courte période, ce qui le rend très tributaire de l'actualité.

Les auteurs ont travaillé avec un deuxième échantillon, tiré de l'Index Translationum de l'UNESCO, qui répertorie 2,2 millions de traductions dans le monde depuis 1979. Il établit clairement la langue source et la langue cible pour chaque texte. Cela donne un réseau très défini, où le français se classe 2^e, après l'anglais.

Parmi les trois listes de l'étude, celle de l'UNESCO est la seule qui montre précisément ce qui est traduit et en quelle langue. Cependant, elle est trop historique. Le nombre de traductions à partir du russe (5^e au classement) a chuté dramatiquement après l'éclatement de l'empire soviétique. Quant au latin, langue morte, il s'y classe encore 9^e!

La troisième liste, basée sur Wikipédia, s'intéresse également aux rédacteurs multilingues. Une fois de plus, le français ressort 3^e. Contrairement à Twitter, cette liste comporte seulement quelques bizarreries. Mais son principal défaut, comme pour Twitter, est son côté implicite: le multilinguisme des rédacteurs ne montre pas ce qui a été effectivement traduit ou adapté.

Chaque liste a ses défauts. Mais, considérées ensemble, les trois forment une image nette. «*L'anglais occupe une position supercentrale. Le français, l'espagnol et l'allemand sont non seulement très mondialisés, mais aussi très centraux*», dit Shahar Ronen. La surprise des six auteurs concerne le chinois, l'hindi et l'arabe. «*Ces langues, quoique très parlées, sont étonnamment périphériques.*»

Cette étude est d'autant plus fascinante que ses conclusions font écho à d'autres classements qui montrent tous clairement que le français est loin d'être une petite langue sans intérêt. Je pense à l'étude de l'agence Bloomberg publiée en 2011, qui portait sur les langues les plus utiles aux affaires (le français ressortait troisième, après l'anglais et le mandarin). Je pense aussi au baromètre Calvet des langues du monde, d'Alain et Louis-Jean Calvet. Dans cette étude en 10 critères, le français sort aussi troisième, après l'anglais et l'espagnol. Et puis, il y a la première étude du genre, celle de l'anthropologue George Weber, dans les années 1990, qui classait les langues les plus influentes (le français ressortait deuxième).

Quelle que soit la méthodologie employée, le français continue de se classer très haut. Peu importe aussi le biais culturel des auteurs.

Cette étude du Media Lab du MIT termine donc l'année en beauté!

Pour lire cette étude et consulter les données: <http://language.media.mit.edu/visualizations/books>.

Choisir qu'on nous connaisse moins

ÉMILE MARTEL

Ancien ministre (affaires culturelles) à l'ambassade du Canada à Paris, président de l'Académie des lettres du Québec et du Centre québécois du P.E.N. international.

Nous apprenons avec consternation, à l'Académie des lettres du Québec, au Centre québécois du P.E.N. international, partout où on aime lire au Québec, la disparition annoncée du programme d'appui aux études québécoises.

D'expérience de décennies aux Affaires étrangères du Canada, dont douze ans à Paris mais aussi ailleurs dans le monde, je ne suis pas le seul à considérer que les programmes d'appui, d'encouragement et d'encadrement des chercheurs, des départements, des facultés et des universités qui ont souhaité faire avancer leur curiosité sur ce que nous sommes, ces programmes sont de loin les plus économiques et les meilleurs investissements dans l'avenir de notre image, de notre réalité.

Déjà en mai 2012, je faisais ces quelques paragraphes sur l'ablation violente du programme d'études canadiennes perpétrée par un ministère des Affaires étrangères fédéral que je ne reconnaissais plus. Voyez donc ma consternation de devoir, si peu de temps après, écrire une lettre semblable, mais où les mots «*Canada*» et «*canadien*» devraient être remplacés par «*Québec*» et «*québécois*». Qu'une si vilaine blessure mine notre corps culturel est un outrage.

Déjà en mai 2012, je faisais ces quelques paragraphes sur l'ablation violente du programme d'études canadiennes perpétrée par un ministère des Affaires étrangères fédéral que je ne reconnaissais plus. Voyez donc ma consternation de devoir, si peu de temps après, écrire une lettre semblable, mais où les mots «*Canada*» et «*canadien*» devraient être remplacés par «*Québec*» et «*québécois*». Qu'une si vilaine blessure mine notre corps culturel est un outrage.

Voici quelques extraits de ce que je vous écrivais le 5 mai 2012: «*Je suis outré d'apprendre que le gouvernement canadien a décidé d'abandonner le programme d'études canadiennes à l'étranger. [...] Il s'agit de planter, à un coût minuscule, dans des universités étrangères, des chaires d'études canadiennes ou d'accompagner des chercheurs et savants, des doctorants et des étudiants ordinaires dans des études sur un aspect ou l'autre de la réalité canadienne. Ce tremplin de diffusion est très efficace et possède un effet multiplicateur inouï.*

[Je devrais biffer ce qui suit]: Le gouvernement québécois a, en splendide complémentarité,



THINKSTOCK

La disparition annoncée du programme d'appui aux études québécoises est dénoncée.

aussi su exploiter cette mine formidable de bonne volonté et de connaissances sur le Québec.

Il faut être nul, oui, nul, au ministère des Affaires étrangères pour laisser glisser dans la poubelle cette mince enveloppe [...].

Longtemps, j'ai eu le privilège de participer au renouvellement d'une politique de relations culturelles internationales qui répondait à une lecture éclairée de nos intérêts en tant que pays, en tant que culture — j'allais dire en tant que cultures. Parmi ces efforts parfois malhabiles, souvent sous-financés, mais très, très souvent couronnés de succès, il y avait toujours le programme de relations universitaires, le programme d'études canadiennes, qui brillait de sa désarmante constance, de son incroyable ancrage dans la vie universitaire et intellectuelle partout à travers le monde.

Ces professeurs d'université de tous poils, de

toutes spécialités, animés de pulsions surprenantes et d'exotiques curiosités débusquaient et décrivaient chez nous des réalités et des mensonges, des questionnements et des hypothèses qu'ils passaient gratuitement, généreusement à leurs étudiants. [...] On allait bien au-delà des thèmes-locomotives de «*L'hiver dans le roman québécois des années trente*» ou de «*La solitude chez Anne Hébert*».

Je suis bien placé pour dire que le gouvernement canadien a rarement consacré à la projection à l'étranger de notre pensée et de notre art les ressources nécessaires. Mais en arriver à briser silencieusement ce miroir qui parle de nous, choisir de faire taire ceux qui dorénavant murmureront à voix basse qu'ils nous connaissent et qu'ils nous aiment quand même, c'est d'une petitesse et d'une ingratitude qui me blessent, qui nous heurtent tous.»

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héténe Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Eric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Retino-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungler, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (affaires légal), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PROMOTION Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zematits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Mathews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

AVION

SUITE DE LA PAGE 1

opérations visant à retrouver l'appareil. « Si Dieu le veut, nous le retrouverons bientôt », a déclaré le premier amiral Sigit Setiayana, commandant du Centre de l'aviation navale à la base de Surabaya.

Selon les autorités indonésiennes, l'aéronef a demandé à la tour de contrôle une « déviation [du plan de vol] en raison de la météo » dans le secteur, 42 minutes après son décollage. La communication s'est ensuite rompue. Aucun signal de détresse n'a été transmis depuis. Le pilote et son copilote étaient expérimentés, selon AirAsia.

« Nous ne savons pas encore ce qui est arrivé et nous allons donc attendre l'enquête sur l'accident », a déclaré à la presse le patron d'AirAsia, Tony Fernandes, à son arrivée à Surabaya. Quelques heures après la disparition de l'appareil, le vice-président indonésien, Jusuf Kalla, s'est dit inquiet de la situation. « Il est plus plausible qu'il y ait eu un accident », a-t-il constaté.

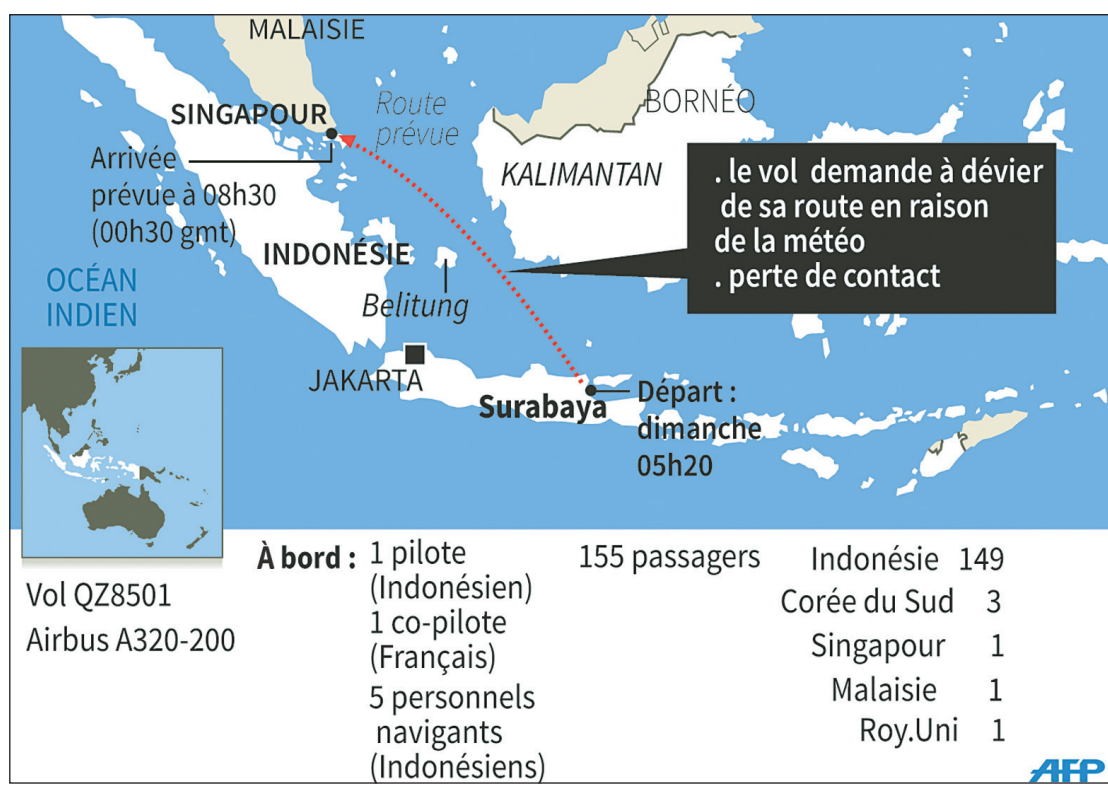
À Surabaya, une femme de 45 ans a déclaré à l'Agence France-Presse qu'elle avait six membres de sa famille dans l'avion. « Ils allaient à Singapour pour passer des vacances. Ils ont toujours volé avec AirAsia sans problème. Je suis choquée par la nouvelle et très inquiète à l'idée que l'avion ait pu s'écraser », a-t-elle dit.

La vaste majorité des passagers étaient des Indonésiens, mais on dénombrait aussi trois Sud-Coréens, un Malaisien et un natif du Royaume-Uni accompagné de sa fille singapourienne, selon les autorités. Un total de 17 enfants se trouvaient à bord.

À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, et sa collègue ministre d'État aux Affaires consulaires, Lynne Yelich, se sont dit attristés par la nouvelle. Rien ne leur laisse croire que des Canadiens pourraient se trouver à bord de l'avion. Un porte-parole a toutefois indiqué que le gouvernement cherchait encore à confirmer cette information auprès des autorités locales.

Une équipe de deux enquêteurs français, accompagnée de deux conseillers techniques d'Airbus, est partie pour Jakarta. L'Australie a également promis de l'aide pour les enquêtes. Le gouvernement américain a fait savoir qu'il était prêt à assister si nécessaire les autorités locales. L'Agence de la sûreté des transports américaine a annoncé qu'elle pourrait envoyer des enquêteurs si elle était sollicitée.

À l'instar de Malaysia Airlines, exploitante du vol MH370 — dont la disparition, le 8 mars, demeure l'un des grands mystères de l'histoire de l'aviation — et du vol MH17, abattu au-dessus de l'Ukraine le 17 juillet, AirAsia est établie en Malaisie. Le vol QZ8501 était toutefois exploité par la filiale indonésienne AirAsia, dont le siège social est à Jakarta.



Problèmes chez Porter

Deux avions de la compagnie canadienne Porter Airlines ont dû effectuer un atterrissage d'urgence dimanche pour la même raison, avec l'apparition de fumée dans la cabine des deux appareils. Le vol de Porter Airlines parti dimanche matin de Toronto à destination de Washington a dû être détourné vers l'aéroport de Williamsport, en Pennsylvanie, en raison de fumée à la fois dans la soute et dans la cabine principale. Les 66 passagers ont été débarqués sans incident. En fin de journée, c'est le vol Porter Airlines à destination de Sudbury qui a dû se poser en urgence à l'aéroport Pearson de Toronto quelques minutes après son décollage, a indiqué un journaliste de Radio-Canada qui était à bord de l'appareil. La cabine de l'appareil Bombardier aurait été envahie de fumée peu après le décollage.

Là s'arrêtent les similitudes entre les incidents de Malaysia Airlines et d'AirAsia, une entreprise qui effectue la plupart de ses transports en Asie du Sud-Est, pour l'essentiel des vols de quelques heures reliant les grandes villes entre elles. C'est la première fois que l'une des filiales de l'entreprise perd un appareil, et ses antécédents en matière de

sûreté aérienne sont généralement bons. L'avion disparu avait d'ailleurs fait l'objet d'une maintenance le 16 novembre, a indiqué AirAsia.

D'après les données préliminaires sur les services réguliers qu'a rendues publiques, à la mi-décembre, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), quelque 3,2 milliards de passagers ont cette année recouru au transport aérien pour leurs voyages, une hausse d'environ 5% par rapport à 2013. Il y a eu 33 millions de départs d'aéronef dans le monde en 2014, ce qui constitue un nouveau record et une augmentation de plus d'un million de vols par rapport à 2013.

De toutes les régions du globe, la zone Asie-Pacifique représente aujourd'hui le plus gros marché du voyage aérien, avec environ 30% des passagers à l'échelle mondiale. Dans les faits, la croissance est telle dans cette région que celle-ci se trouve désormais en pénurie de pilotes, de mécaniciens et de contrôleurs aériens qualifiés.

En outre, en 2007, le taux d'accidents et de violations des règles de sécurité était si élevé au sein des sociétés aériennes indonésiennes que l'Union européenne a formellement interdit à ces transporteurs de survoler son espace aérien. L'interdiction a été levée deux ans plus tard, mais la principale compagnie aérienne du pays, Lion Air, figure toujours sur la liste noire de l'Union européenne.

Avec l'Agence France-Presse et Associated Press
Le Devoir

DUBAÏ

SUITE DE LA PAGE 1

Au moment de l'indépendance, en 1971, l'émir en place a mis sur le peu de pétrole qu'il avait pour diversifier l'économie vers la construction et la finance et lancer quelques projets structurants, notamment un très gros aéroport et un port gigantesque.

Bonne décision : Dubaï est devenue un pôle de construction et un centre bancaire spécialisé en finance islamique (basée sur les principes de la charia), mais surtout la principale plaque tournante de la péninsule arabique. Le gros de ce qui arrive ici repart ailleurs. Car Dubaï est à six heures de vol d'un bassin de trois milliards de personnes. Le grand mérite des Dubaïotes aura été d'avoir compris cette réalité géographique au début des années 1960.

Politique de grandeur

Très tôt, à Dubaï, on a voulu inventer la ville du XXI^e siècle, avec une politique de grandeur officielle qui concurrence celle d'Abou Dhabi, la capitale des Émirats arabes unis. Dubaï sera l'hôte de l'exposition universelle de 2020, tandis que les Émirats célèbreront le cinquantième anniversaire de leur nation en 2021 en lançant une sonde vers la planète Mars!

« Franchement, quand on retourne au Québec, on trouve que ça fait pitié », dit Nathalie Boudreau, une journaliste québécoise arrivée à Dubaï il y a trois ans avec son mari, un consultant pour une firme d'Eastman, en Estrie.

Ce qui renforce le sentiment d'irréalité de Dubaï, c'est le mélange absolu de la population. Si vous pensez que Toronto est multiculturelle, vous n'avez rien vu. Ici, seulement 14% de la population est émirat. Dans les 86% restants, on trouve des Britanniques, des Indiens, des Pakistanais, des Indonésiens, des Philippins — on compte également 27 000 Canadiens. Et tout le monde se retrouve au Tim Hortons (il y en a 100 dans la péninsule). Ici, deux personnes qui font connaissance se demandent : « Depuis combien de temps es-tu ici ? »

Du Québec à Dubaï

Tous les expatriés sont venus pour les salaires attractifs, les conditions souvent miraculeuses (pas d'impôt personnel) et les possibilités professionnelles à faire rêver.

L'architecte Nicolas Paré, de Québec, travaille depuis un an chez Aedas, l'un des plus grands cabinets d'architectes au monde. « J'ai 29 ans et je suis le numéro 2 pour la construction d'un hôtel de 64 étages. Je ne connais pas beaucoup d'architectes québécois de 29 ans qui ont cette chance. »

Des histoires du genre, il y en a des dizaines, surtout qu'on entend souvent l'accent québécois dans les lieux publics. Alexandre Teodoro, qui a étudié aux HEC à Montréal, est arrivé à Dubaï en 2007 pour accompagner des entreprises québécoises dans le golfe. Il a identifié un certain nombre d'Émiratis influents qui parlent français et dont certains ont étudié à Montréal. « Montréal est perçu comme une référence ici, avec ses cirques, ses Mosaïcultures, son Planétarium, son Jardin botanique, son Biodôme, ses festivals », dit-il.

En janvier 2014, il a lancé un festival de rue à la mode montréalaise avec 100 artistes réalisant des graffitis. « On attendait quelques centaines de personnes et il en est venu 7000. Ce qu'elles ont aimé, c'est le côté anti-Dubaï, anti-VIP. »

La triade Dubaï : le Dubaï VIP, le Dubaï populaire et le Dubaï des camps de travailleurs étrangers.

Le Dubaï VIP, c'est celui des riches expatriés, des riches Émiratis et des touristes — qui vivent dans les gros développements à l'écart. Le Dubaï populaire, lui, se trouve autour du quartier de Deira, qui longe The Creek, l'anse étroite longue de plusieurs kilomètres autour de laquelle s'est construite la partie historique. C'est ici qu'on peut visiter les souks, sauter dans un abra (une sorte de bateau-taxi collectif) ou manger à bord d'un dhow, ces anciens bateaux de commerce aujourd'hui recyclés en bateaux-restaurants.

En coulisses, il y a le troisième Dubaï, celui des camps de travailleurs. Ils sont là, ceux qui font tous les durs travaux. Quand ils ne travaillent pas, ils dorment dans les bus et sur les pelouses à l'ombre. La population de Dubaï se compose de quatre hommes pour une femme, mais ça ne paraît pas dans le Dubaï VIP. C'est la masse des travailleurs migrants qui fait pencher à ce point la statistique.

Dubaï est une société de castes. Il y a les Indiens qui sont ouvriers sur les chantiers, les Pakistanais qui sont chauffeurs, les Philippins qui sont dans la restauration, les Indonésiens qui font tous les travaux, les Occidentaux qui sont cadres ou professionnels et les Émiratis qu'on aperçoit sans jamais leur parler.

« Ça rend raciste, Dubaï », dit Nicolas Saint-Maurice, kinésologue et entraîneur chez FAST Athletic Training. On n'est pas ici parce que la société est juste, on est ici pour la carrière. Tout le monde est ici pour faire de l'argent et avancer plus vite qu'il avancerait chez lui. »

Collaborateur

Le Devoir

ADIEU

SUITE DE LA PAGE 1

de la municipalité, a laissé des plaies profondes, encore vives pour certains. Située à quelques pas de la zone où la tragique explosion s'est produite, l'église est vite devenue le principal lieu de recueillement, un point d'aide incontournable, propulsant à l'avant-plan le jeune curé et son équipe. Un an et demi plus tard, la fatigue émotive et physique se fait sentir.

Batterie vidée

Le curé estime que l'atmosphère dans la ville s'est quelque peu détendue au cours des derniers mois. L'ouverture d'un pont, qui permet aux piétons et plus récemment aux automobilistes de traverser le centre-ville et les nouveaux commerces sans faire de détour, « aide beaucoup les gens à retrouver des lieux et des habitudes qui leur font du bien. Le rétablissement physique de la ville permet d'évacuer le sentiment de détresse et de désorganisation qui régnait », avance-t-il.

Questionné à savoir s'il a lui-même ressenti de la détresse, l'abbé préfère parler de « très grande fatigue ». Six mois après la tragédie, alors qu'il avait assuré la présidence de la majorité des funérailles et des événements commémoratifs, l'homme a senti que son corps ne le suivait plus. « À 36 ans, je me croyais inépuisable... Jusqu'à ce que je n'aie plus l'énergie d'accomplir tous mes services », avoue celui qui est le plus jeune abbé de l'archidiocèse de Sherbrooke. Après avoir abordé moult fois la question de la mort avec les mêmes paroissiens, le prêtre craignait de « sombrer dans une routine », il devait prendre du recul. Il en a avisé M^{gr} Luc Cyr, archevêque de Sherbrooke, qui lui a suggéré de prendre une période de « ressourcement spirituel » de six mois.

« Je n'ai pas voulu partir à ce moment-là, c'était trop tôt. Je voulais être auprès des paroissiens, je vou-



Le curé Steve Lemay estime avoir donné tout ce qu'il pouvait à sa paroisse.

lais goûter avec eux au rétablissement de la ville, j'en avais besoin. » Cet automne, M^{gr} Cyr l'a recontacté : le temps est venu de se ressourcer et de se retirer à Rome pour quelques mois, a-t-il tranché.

Le curé Lemay se voit ainsi contraint de quitter une ville qui, bien qu'elle soit sur la voie de l'acceptation et du deuil, est encore lourdement ébranlée par la tragédie. « On ne peut pas mettre des lunettes roses et dire que tout est rentré dans l'ordre », confie Steve Lemay, ajoutant que le simple « sifflement d'un train » suffit encore à le mettre sur le qui-vive. À ses yeux, plusieurs combats restent à mener, dont l'instauration d'une voie ferrée de contournement, pour que les trains cessent de traverser la municipalité. « C'est, selon moi, un moyen nécessaire d'assurer un environnement pacifié et pacifiant à une population qui a été blessée », relate-t-il.

Le deuil, personnel et collectif, est un processus long et complexe, croit le curé. « C'était impossible d'attendre que le rétablissement soit complet, car ça ne dépend pas de moi. J'ai toujours travaillé dans l'esprit qu'il n'y a pas que moi pour accompagner la communauté, mais l'ensemble de

l'Église, comme corps spirituel, qui va les aider. »

Nouveau visage

Le choix de partir pour de bon de Lac-Mégantic a été très difficile, raconte Steve Lemay. Il considère que les événements tragiques, en plus de ses sept ans de service, ont tissé des liens très serrés entre lui et la communauté.

S'il est si proche de ses paroissiens, pourquoi ne pas revenir après le retrait ? Parce que la « parenthèse de six mois » a été jugée trop longue pour un simple remplacement, répond l'abbé. « Pour que les gens continuent de se confier, il faut une équipe permanente, avec laquelle ils vont bâtir un nouveau lien de confiance. »

Le père Lemay estime que la « passion qui l'habite » pour sa paroisse l'aurait aussi empêché de complètement « décrocher » s'il avait gardé ses fonctions. Pour toutes ces raisons, un nouveau visage sera bénéfique pour le processus de rétablissement, assure-t-il. « Je suis très associé à la tragédie, bien que ce soit d'un point de vue positif, je suis associé à ce qui s'est passé. Un nouveau curé pourra aider à changer les choses. »

L'abbé Steve Lemay en cinq dates

18 mai 2008 : il est ordonné prêtre.

1^{er} août 2008 : à titre de vicaire, il se joint à l'unité pastorale de Sainte-Marie-du-Lac, un regroupement de paroisses du secteur de Lac-Mégantic.

31 juillet 2010 : Steve Lemay est nommé pasteur de l'unité pastorale, qui comprend l'église Sainte-Agnès de Lac-Mégantic.

6 juillet 2013 : un train fantôme explose au centre-ville de Lac-Mégantic et fait 47 morts.

1^{er} février 2015 : l'abbé quittera la paroisse Sainte-Agnès pour entamer un « ressourcement spirituel ».

C'est l'abbé Gilles Baril, de Coaticook, qui le remplacera. « Nous sommes originaires de la même région [Danville], nous nous connaissons bien. Il m'a dit que je serai toujours chez moi ici », dit Steve Lemay, qui entend revenir régulièrement visiter les paroissiens. Même s'il n'est plus le pasteur des Méganticois, il affirme que « le lien spirituel ne sera jamais brisé », que la « communion se vit en dehors du visible ».

Direction Rome

Après avoir passé quelque temps avec ses proches en février, l'abbé Lemay s'envolera vers Rome. Il pourra alors se consacrer entièrement à la prière et au repos. « M^{gr} Cyr tenait à ce que je me rende à Rome pour prendre une certaine distance de Lac-Mégantic, que je ne passe pas mon temps à me demander comment vont les paroissiens », explique-t-il.

Le curé, qui a passé les 18 derniers mois à suggérer aux paroissiens de prendre une pause, de vivre leur deuil, constate que c'est maintenant à son tour de le faire. « Je dois être cohérent et appliquer ces conseils. Il est temps de prendre une pause », conclut-il.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com